



Débat ouvert du Conseil de sécurité sur

“Les défis du maintien de la paix dans les contextes fragiles” “Challenges of maintaining peace and security in fragile contexts”

6 Janvier 2021

Contribution écrite de la Suisse

Monsieur le Président,

La Suisse remercie la Tunisie d'avoir organisé ce débat opportun et les intervenants et intervenantes pour leurs contributions. La réunion d'aujourd'hui reflète l'attention constante que le Conseil de sécurité porte aux facteurs contemporains de conflit et à leurs interactions complexes, ainsi que la nécessité d'une conception large de la notion de sécurité. Il permet de s'appuyer sur les débats organisés par les précédentes présidences du Conseil en juillet, septembre et novembre 2020. Il est important de noter que ces délibérations réaffirment la pertinence d'une approche holistique de la paix et de la sécurité internationales, qui engage les trois piliers des Nations Unies.

Le troisième examen du dispositif de consolidation de la paix des Nations unies réaffirme le cadre de la *pérennisation de la paix* pour guider les efforts des États membres et de l'ensemble du système des Nations unies à tous les stades de conflit et dans toutes ses dimensions. Le Conseil de sécurité continue à jouer un rôle clé dans la mise en œuvre de cet agenda, notamment en accordant une attention constante aux liens entre les conflits et la fragilité dans ses délibérations et ses décisions.

Selon le rapport de l'OCDE sur les États fragiles, 41 des 54 contextes fragiles pour lesquels des données sont disponibles ne sont pas sur la bonne voie pour atteindre l'objectif 16 du développement durable. L'absence de paix et le manque d'institutions efficaces, responsables et inclusives entravent la réalisation de l'Agenda 2030 pour le développement durable. La fragmentation des efforts de consolidation de la paix et de prévention des conflits est le plus grand obstacle à la prévention des conflits violents. Pour faire face aux conséquences mondiales de la COVID 19, il est encore plus impératif que la communauté internationale se concentre sur les pays et régions fragiles pour prévenir les conflits violents.

Afin d'apporter une plus grande cohérence aux efforts de consolidation de la paix et de traiter les facteurs de fragilité, le Conseil de sécurité doit utiliser l'ensemble de sa boîte à outils de manière concertée. Nous constatons un besoin particulier de cohérence dans les domaines suivants:

Premièrement, les accomplissements politiques et sociaux, comme les gains importants pour la consolidation de la paix, sont particulièrement menacés pendant les **transitions**. Il est essentiel que le Conseil applique systématiquement les meilleures pratiques lors de

l'élaboration et du renouvellement des mandats et lors de la transition entre les contextes de mission et de non-mission. Des rapports récents ont mis en évidence des lacunes potentiellement graves en matière de protection dans les zones touchées par le conflit au Darfour après le retrait de la MINUAD. Cela pourrait à son tour revigorer les facteurs de conflit et de fragilité. Un effort concerté de toutes les agences et programmes des Nations unies concernés est nécessaire pour éviter un tel scénario. La Suisse se félicite que le Fonds pour la consolidation de la paix du Secrétaire général reconnaisse les transitions comme une priorité d'engagement. Nous appelons le Conseil à utiliser pleinement les conseils de la Commission de consolidation de la paix dans tous les contextes pertinents, notamment en ce qui concerne la mise en place d'institutions responsables, le soutien à des règlements politiques inclusifs et la promotion de sociétés inclusives, résilientes et réconciliées.

Deuxièmement, conformément aux réformes en cours, les Nations unies devraient améliorer la cohérence à l'échelle du système par une coopération, une collaboration et une coordination accrues entre les secteurs. Dans les mandats des missions, le Conseil de sécurité devrait préciser les objectifs à atteindre dans les domaines **de l'humanitaire, du développement, de la paix et des droits de l'homme** afin d'agir de manière durable sur tous les facteurs de fragilité. Une analyse et une planification conjointes, élaborées sous la direction du coordinateur résident et tenant compte des risques, sont essentielles pour prévenir et traiter les crises, comme le montre également la réponse à la COVID 19.

Enfin, les **droits de l'homme** sont essentiels à la construction de sociétés résilientes et inclusives où chacun, en particulier les plus vulnérables, est protégé. Les droits de l'homme jouent un rôle clé dans la prévention des conflits et constituent d'importants systèmes d'alerte précoce. C'est pourquoi la Suisse encourage le Conseil de sécurité à intégrer les instruments relatifs aux droits de l'homme dans toutes ses activités, de l'analyse conjointe à la prise de décision et à la redevabilité. Ces instruments incluent le Conseil des droits de l'homme, les procédures spéciales et les organes de traités.

Monsieur le Président,

La Suisse se félicite de l'accent thématique mis sur les liens entre la paix et la sécurité, le développement, les droits de l'homme et les affaires humanitaires et appelle à une prise en compte plus systématique de ces questions dans toutes les situations inscrites à l'ordre du jour du Conseil de sécurité. La Suisse s'engage pleinement à contribuer à la cohérence du système onusien en tant que vice-président de l'ECOSOC, membre de la Commission de consolidation de la paix et candidat à un siège non-permanent au Conseil de sécurité en 2023-24.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mr. President

Switzerland thanks Tunisia for organizing this timely debate and the distinguished briefers for their contributions. Today's debate reflects a continued focus by the Security Council on contemporary drivers of conflict and their complex interlinkages, as well as the necessity of a broad understanding of the notion of security. It allows building on debates organized by previous Council presidencies in July, September and November 2020. Importantly, these deliberations reaffirm the pertinence of a holistic approach to international peace and security, which engages all three pillars of the United Nations.

The third review of the United Nations' Peacebuilding Architecture reaffirms the framework of *Sustaining Peace* to guide the efforts of member states and the entire UN system at all stages

of conflict and in all its dimensions. The Security Council continues to play a key role in the implementation of this agenda, including through consistent attention to linkages between conflict and fragility in its deliberations and decisions.

According to the OECD “States of Fragility” report, 41 out of 54 fragile contexts for which data is available are off track to reach Sustainable Development Goal 16. The absence of peace and the lack of effective, accountable and inclusive institutions hinder the achievement of the 2030 Agenda for Sustainable Development. Fragmentation of peacebuilding and conflict prevention efforts is the biggest obstacle to preventing violent conflict. In dealing with the global consequences of COVID 19, it is even more imperative for the international community to focus on fragile countries and regions to prevent violent conflict.

To bring greater coherence to peacebuilding efforts and to address drivers of fragility, the Security Council needs to make use of its entire toolbox in a concerted way. We see a particular need for coherence in the following areas:

First, political and social achievements, as important peacebuilding gains, are particularly at risk during **transitions**. It is crucial that the Council systematically apply best practice in the drafting and renewal of mandates and in dealing with the transition from mission to non-mission settings. Recent reports highlighted potentially severe protection gaps in conflict affected areas after the drawdown of UNAMID. This in turn could reinvigorate drivers of conflict and fragility. A concerted effort of all relevant UN agencies and programs is required to prevent such a scenario. Switzerland welcomes that the Secretary-General’s Peacebuilding Fund recognizes transitions as a priority for engagement. We call on the Council to make full use of the Peacebuilding Commission’s advice in all relevant contexts, including on building accountable institutions, supporting inclusive political settlements, and fostering inclusive, resilient and reconciled societies.

Second, in line with the ongoing reforms, the UN should improve system-wide coherence through enhanced cooperation, collaboration and coordination across sectors. In mission mandates, the Security Council should specify objectives **across the Humanitarian, Development, Peace and Human Rights nexus** to work on all drivers of fragility in a sustained way. Jointly developed and risk-informed analysis and joined-up planning, developed under the leadership of the Resident Coordinator, are crucial to prevent and address crises, as evidenced also in the COVID-response.

And finally, human rights are essential to building resilient and inclusive societies where everybody, especially the most vulnerable, are protected. Human rights play a key role in conflict prevention and are important early-warning systems. Therefore, Switzerland encourages the Security Council to integrate human rights instruments throughout its activities, from joined-up analysis to decision-making and accountability. These include the Human Rights Council, the Special Procedures and the recommendations of the Treaty Bodies.

Mr. President,

Switzerland welcomes the thematic focus on the interlinkages of peace and security, development, human rights and humanitarian affairs and calls for more systematic consideration thereof in all contexts on the Security Council’s agenda. Switzerland is fully committed to contributing to system-wide coherence as Vice-president of ECOSOC, as member of the Peacebuilding Commission, and as candidate for the Security Council in 2023–24.

I thank you.
